



NON aux six semaines de vacances : et maintenant ?

Le peuple suisse a clairement refusé aujourd'hui de faire passer le minimum de vacances de 4 à 6 semaines pour tous. La votation populaire est à respecter. Toutefois, les problèmes soulevés par l'initiative demeurent. Respectant la position des opposants, qui estimaient que le saut de 4 à 6 semaines était trop grand et qu'un minimum à 5 semaines avec des exceptions pour certaines catégories de la population serait plus réaliste, je déposerai demain une initiative parlementaire au Conseil national allant dans ce sens.

Le choix du peuple suisse est clair aujourd'hui : par plus de 65%, il a refusé d'augmenter le minimum légal de vacances à six semaines. Le choix du souverain est très net et sera respecté. Les problèmes liés à l'augmentation du stress dans notre société, reconnus unanimement, demeurent toutefois, avec leurs conséquences sur la santé des travailleurs suisses. Le monde politique ne pourra continuer à ignorer cette problématique.

Dans une campagne très agressive emmenée par les milieux patronaux, les opposants à l'initiative n'ont cessé de répéter qu'une augmentation de 4 à 6 semaines de vacances était une solution exagérée qui, en plus, ne faisait pas de différences entre les travailleurs en fonction de leur âge. Ces arguments ont sans aucun doute joué un rôle important dans le choix populaire. Ils méritent désormais d'être pris en compte.

Je déposerai donc demain une initiative parlementaire au Conseil national demandant un minimum de 5 semaines de vacances pour tous, et de 6 pour les jeunes de moins de 20 ans et pour les travailleurs de plus de 55 ans. Cette solution modérée permet de ramener tous les salariés à la moyenne nationale de 5 semaines et ne provoquera donc de changements que pour une minorité de travailleurs moins bien lotis. Elle tient également compte de la pénibilité du travail pour les salariés plus âgés. Si les opposants à l'initiative font preuve de cohérence, cette intervention parlementaire devrait avoir toutes ses chances devant les Chambres fédérales.

Mathias Reynard,
Conseiller national PS (VS)